Mouctar Diallo et Aboubacar Sylla, la lourde croix de l’allégeance

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

TOP/FLOP politique

---

1 Mouctar Diallo et Aboubacar Sylla, la lourde croix de l’allégeance

Le premier est président du NFD (ex parti d’opposition), le second est président de l’UFC (ex parti d’opposition), tous ministres. Les deux ont cette particularité connue de tous les guinéens : dans un passé récent, ils qualifiaient le même Alpha Condé de dictateurs, responsables de toutes les tueries lors des manifestations de l’opposition. Aujourd’hui, les deux ne cessent de prouver à leur nouveau maître leur loyauté opportuniste. Pour cela, ils n’hésitent pas à brandir des pancartes, jouer au porte-parole, lire des discours pour la circonstance, vilipender leurs anciens collaborateurs de

l’opposition. Ils sont prêts à toutes les formes de bassesse pour réussir leur adoption au sein de la mouvance présidentielle. Aujourd’hui, ils symbolisent le politiquement détestable pour des millions de guinéens.

2 Alpha Condé, la malheureuse carrière d’autocrate à 82 ans

Désigné candidat du RPG pour un troisième mandat présidentiel lors du congrès du parti tenu à Conakry ce jeudi 6 octobre 2020, Alpha Condé hésite à faire le saut dans l’inconnu. À 82 ans, l’ex prisonnier politique compte entamer une carrière d’autocrate. Quelle triste trajectoire d’un homme politique africain qui a été longtemps perçu comme une alternative crédible pour l’instauration de la démocratie en Guinée. À 82 ans, il n’aura ni le temps ni les moyens ni la légitimité pour diriger un pays qu’il a contribué à affaiblir sur tous les plans.

1 Bah Oury, après la parenthèse « incompréhensible », le retour du combattant

Le comeback réussi de l’opposant Bah Oury. Les guinéens reconnaissent l’homme de tous les combats. Après la courte période d’égarement conjoncturel lié à un contexte difficile d’exil et de retour négocié, le leader du nouveau parti UDRG redevient aux yeux de certains comme une valeur sûre de l’opposition politique en Guinée. Il est sur tous les fronts pour dénoncer le projet de 3ème mandat pour Alpha Condé.

2 Les manifestants de Kankan, le réveil des hypnotisés

Les manifestations de ces derniers temps pour réclamer l’électrification de Kankan et la réaction de panique des autorités nationales témoignent l’importance d’opérer une mutation intelligente des revendications pour une mobilisation générale des populations guinéennes. Les jeunes de Kankan ont

donné le signal. Les mensonges, les manipulations, les fausses promesses doivent être dénoncés.

SCAN : « Nous sommes gênés d'être gérés depuis 9 ans par une constitution qui n'a aucune forme de légitimité [ ]» Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Aboubacar Sylla, président de l'Union des forces du changement (UFC), ministre des Transports (septembre 2019)

« Nous sommes gênés d'être gérés depuis 9 ans par une constitution qui n'a aucune forme de légitimité, qui n'est pas

l’émanation du peuple de Guinée »

« Il est donc important que ces personnes se mettent d’accord sur les principes, sur les règles, sur les institutions qui les gèrent. Ce qui n’est pas le cas pour la constitution actuelle »

« il faut donc la remettre à jour. C’est ça l’exercice que nous avons proposé au premier ministre et à son équipe. Il s’agit de changer de constitution pour prendre un nouveau départ. »

Lire la source Ledjely

Bah Oury, président de l’Union pour le Développement et la Démocratie (UDD) (septembre 2019)

« Il est de notre responsabilité de faire en sorte que ceux qui détiennent une parcelle d’autorité n’outrepassent pas leurs prérogatives jusqu’à mettre en danger la sécurité des citoyens. Malheureusement, cette mentalité est présente dans les esprits des dirigeants de toutes tendances (…). Avant le massacre du 28 septembre 2009, il y avait un autre aussi mémorable, celui de 22 janvier 2007 »

Lire la source Guineenews

Mamadou Lamine Fofana, ministre de la justice (septembre 2019)

Sur les conditions pour la tenue du procès du massacre du 28 septembre 2009, 10 ans.

« C'est la réalisation du lieu de la tenue du procès. Et je vous ai rappelé que les salles d'audience de Conakry ne permettent pas la tenue de ce procès. A plus forte raison, si on envoyait ailleurs. Donc il va falloir mettre en place une salle d'audience digne de ce nom, qui va abriter ce procès. La deuxième condition, je vous ai dit que c'est la préparation psychotechnique du personnel judiciaire, pas des magistrats seulement, mais de l'ensemble du personnel qui seront chargés de conduire ce procès. Ils sont nombreux, il y a les magistrats, les greffiers, les huissiers, le personnel de sécurité, la communication. Il faut prendre compte de tout cela. Tout cela va être évalué, budgétisé ».

Lire la source Mediaguinee

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « L'UFC soutient […]

l’Opposition Républicaine ne peut garantir ni l’ancrage démocratique, ni .. »

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Union des Forces du Changement (UFC) se retire du forum de partis politiques d’opposition dénommé (opposition républicaine) – le 16 décembre 2017

« L’UFC soutient qu’en l’état actuel et en raison du manque total de stratégies sérieuses en son sein et à la hauteur des enjeux existants, l’Opposition Républicaine ne peut garantir ni l’ancrage démocratique, ni l’alternance politique tels que souhaités par l’ensemble des populations et pour lesquels, elles ont consenti de multiples et énormes sacrifices »

Lire la source

Alpha Condé, président de la Guinée – le 18 décembre 2017

« J’ai dit que j’ai pris la Guinée là où le président Sékou l’a laissée. C’est-à-dire que Sékou Touré a donné à la Guinée son indépendance politique. Donc, il faut le signaler qu’il a eu l’audace de dire Non en 1958 à la France. Malgré ses ambitions, il n’a pas pu donner l’indépendance économique à la Guinée » […] « Moi, mon rôle, c’est de donner l’indépendance économique à la Guinée »

Lire la source

En marge du lancement des activités du Forum Guinée Business, plateforme regroupant le secteur privé et la société civile.

« Il y a beaucoup d’entreprises irrégulières dans la pêche, dans beaucoup de secteurs, et qui sont une mauvaise image de la Guinée. On doit les fermer. Je l’ai dit aux hommes d’affaires : ce n’est pas la peine de m’appeler. Si les services contre la répression ferment des usines, et ils vont fermer beaucoup, ce n’est pas la peine de m’appeler. Toutes celles qui sont dans l’irrégularité, on va les fermer. Et on va assainir la situation. Nous avons un casino qui est en train d’être géré par un bandit. Alors, soyez moins complices, s’il vous plaît de vos partenaires. Si nous voulons assainir, on doit assainir totalement. Le gouvernement est décidé à assainir, décidé à lutter contre l’impunité et contre le grand banditisme. Nous n’aurons pas d’état d’âme. Il faut que cela soit clair. La Guinée mérite d’aller plus loin ».

Lire la source

Amadou Salif KEBE, le Président de la CENI

Lors d'une conférence de presse le mercredi 06 décembre 2017 sur les préparatifs des élections communales prévues le 04 février 2018.

« A l'occasion d'une loi rectificative, il nous a été alloué 315 milliards de francs guinéens par l'Assemblée nationale. Sur la base de 115 milliards que l'Etat avait mis à notre disposition. Nous avons évolué en exécutant une bonne partie de nos activités. Mais, le gouvernement a pris, à travers le ministère des Finances et du Budget, un arrêté pour dire que le reste du montant va être puisé dans les dépenses communes de l'Etat. Les 210 milliards ont été mis sur les comptes de l'Etat au compte du Trésor public pour que, quand la CENI aura besoin de ses montants, qu'ils soient mis à sa disposition ; et, c'est ce qui est en train d'être fait. Au niveau de la CENI, on n'a pas eu des inquiétudes pour financer les élections parce que des engagements ont été pris par l'Etat guinéen et ils sont en train de les réaliser. Donc, aujourd'hui, sur ce qu'on a prévu, ce qui est mis à disposition, nous sommes à moins de 30 milliards du reste. Et, les 210 milliards vont nous mener jusqu'à la mi-janvier. La période de grosses dépenses, c'est maintenant »

Lire la source

Bah Oury, banquier et ancien Vice-président du parti d'opposition UFDG

Sur la Loi de finances 2018, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale dans son volet RTS (Retenue Taxes sur le

Salaire)

«C’est une taxation imposée sur les salaires qui sont relativement élevés. Les fonctionnaires de la fonction publique, d’après la grille salariale, ne seront pas directement affectés, mais par contre, ceux du secteur privé, seront affectés par cette mesure»

«La question qui se pose, lorsqu’une loi est votée, il est difficile de la retirer. Il n’y a pas une seconde lecture dans notre pays qui aurait pu permettre d’amender certaines dispositions législatives qui sont prises. Ce qui est étonnant, ce sont tous les députés qui ont pris cette mesure sans se rendre compte qu’une bonne partie des salariés guinéens n’émargent pas au niveau de la fonction publique mais plutôt, dans le secteur privé»

Lire la source

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Intimidation de journalistes sous Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Tops et flops de la semaine.

L’approche choisie par l’opposition de dialoguer avec ceux que certains appellent les ‘’frondeurs’’ c’est-à-dire qui contestent l’accord politique du 12 octobre 2016 dans son volet désignation des chefs de quartier au prorata des résultats des élections municipales.

L’opération du collectif des blogueurs de Guinée (ABLOGUI) pour dénoncer la dégradation du réseau routier à travers une campagne sur les réseaux sociaux **#Montronsnosroutes**.

La reconnaissance des compétences guinéennes mais à l’extérieur avec la nomination de **Ousmane Doré** au poste de directeur général du Bureau régional de développement et de prestation de services pour l’Afrique centrale. Ministre de l’Économie, des Finances et de la Planification de Guinée en 2007.

Le Directeur Général de la police Bangaly Kourouma pour ses propos démagogiques « Tant qu'Alpha Condé est en vie, il sera le président de la Guinée. »

Aboubacar Sylla de l'UFC qualifiant Faya Millimono du BL de chef des **‘’frondeurs’’** au sein de l'opposition républicaine.

Le préfet de Coyah, Ibrahima Barbosa Soumah attaqué par des hommes armés dans la nuit du 24 novembre 2016. Cela dénote le **climat d'insécurité dans le pays**.

La nouvelle méthode d'intimidation de journalistes sous Alpha Condé : la dernière en date, la menace d'arrestation du journaliste et responsable de médias **Lamine Guirassy**.

SCAN : « [ ] nous avons été gouvernés par des médiocres [

]» Tierno Monénembo

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (parti d'opposition)

«Dans un contexte marqué dans une volonté affirmée de toutes les parties d'aller à la décrispation, d'aller vers le respect des lois, d'aller vers le respect des droits des citoyens, c'est à ce moment que des extrémistes du pouvoir décident de venir procéder à l'arrestation de citoyens libres simplement parce qu'ils ont voulu adhérer à l'UFDG ou qu'ils ont adhéré à l'UFDG »

« Vous voyez que notre combat est loin d'atteindre ses objectifs parce que tant que ces pratiques subsistent dans notre pays on ne peut pas s'entendre. Tant qu'il n'y a pas de justice, tant qu'il n'y a pas le respect des droits des citoyens, de leurs libertés fondamentales on ne peut pas parler de paix. Et l'UFDG ne se laissera pas faire. » ©Guinéenews

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition

« A partir du moment où on a des partenaires avec lesquels on estime qu'on n'a plus les mêmes objectifs, le minimum, c'est de se séparer. »

« L'opposition républicaine va se séparer d'eux. En tout cas, je crois qu'il y a ce besoin de clarification. » ©Vision Guinée

---

Tierno Monénembo, romancier guinéen, prix Renaudot 2008

« Au cours de ces cinquante années d'enfer, nous avons été gouvernés par des médiocres. L'actuel président est peut-être le pire de tous. C'est un homme qui divise les Guinéens à l'excès. » « Et puisque les hommes politiques africains n'ont aucune pitié pour la population, j'ai décidé que je n'aurai aucune pitié pour eux. » ©RFI

Mohamed Lamine Doumbouya, Ministre du budget

Sur la dette intérieure du pays « Le dernier rapport qui est sorti évalue la dette à près de deux mille milliards GNF. C'est une dette qui ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte depuis les années ''86-87''. La particularité de ces dettes est qu'il y a beaucoup d'entre elles qui ne sont pas sincères. Beaucoup disent que l'Etat leur doit sur la base des réalisations, mais on ne voit pas ces réalisations. Et comme on n'avait pas d'archives en ce moment, c'est difficile. Mais avec l'AFD (Agence Française de Développement, Ndlr) il y a un audit qui a été fait sur la proportion de cette dette. On est en train de voir comment on peut libérer cette dette. » ©Africaguinee

---

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « L'exemple doit venir

d’en haut [ ] Personne ne respecte les biens publics [ ] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Alpha Condé, président de la Guinée

Sur la citoyenneté « L’exemple doit venir d’en haut. Si les responsables politiques et économiques ont un comportement citoyen, cela rejaillira au sein du peuple afin que chacun adopte un bon comportement citoyen. Personne ne respecte les biens publics. On jette les ordures dans les rues, l’occupation sauvage des terrains […]. Le mauvais exemple vient d’en haut. Le gouvernement va désormais s’atteler à un changement effectif commençant par les membres du gouvernement, eux-mêmes, qui doivent montrer l’exemple du civisme. Cela est valable aussi pour la classe politique.» ©Guinéenews

Aboubacar Sylla, président de l’UFC et

porte parole de l’opposition

« Il y a des personnes relevant des partis politiques et des ONG qui sont en manque de notoriété mais, qui profitent de l’opportunité pour se faire connaitre en passant dans les médias. C’est de la surenchère. Il y a eu beaucoup de tintamarre au tour de cet accord politique de la part de certaines personnes mal infirmées ou encore mal intentionnées qui cherchent à désinformer expressément les guinéens et faire en sorte que cet accord politique ne puisse pas être mis en œuvre. Le débat va être au niveau de l’Assemblée nationale et ce sont des parties prenantes au dialogue qui s’y retrouvent. Alors, puisqu’il s’agit d’une loi organique pour amender le code électoral, on a besoin des 2/3 des députés. C’est-à-dire 76 députés. Tenez-vous bien, rien que les deux groupes parlementaires l’UFDG et le RPG-Arc-en-ciel font déjà 90 députés sans compter leurs alliés respectifs. Je pense que ceux qui se battent que cette disposition ne soit pas entérinée par l’Assemblé nationale, je ne dirais pas qu’ils prêchent dans le désert mais, c’est un combat d’arrière garde ». © Guinéenews

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [ ] je souhaite que la politique aille même dans les familles [ ] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition

« Je ne comprends pas pourquoi des leaders politiques sont opposés à ce que la politique aille dans les quartiers. En tant que leader politique, je souhaite que la politique aille même dans les familles, que la vision de la Guinée soit partagée par les membres de la famille ».

« Le vrai débat n'est pas de savoir comment on nomme ou élit les chefs de quartier et district. La question est de savoir si les quartiers et districts vont être transformés en véritables collectivités pour être dotés de programmes de développement des moyens et des compétences. Parce que pour le moment, ce n'est pas le cas. Les quartiers et districts ne sont que de simples entités administratives ». © Vision Guinee

Bah Oury, vice-président exclu de l'UFDG (parti d'opposition)

« Mouctar Diallo, le président des NFD a le droit de se porter candidat pour être le maire de Ratoma. C'est son droit le plus absolu et reconnu par le code électoral ». © Vision Guinee

Alpha Condé, président de la Guinée

« Vous savez, en Guinée, notre passé est très lourd. Nous avons besoin de nous réconcilier. Avec l'opposition, nous nous sommes mis d'accord pour que la gestion du pays et les rapports politiques soient civilisés. Il est important aussi qu'on développe l'esprit civique. Parce que nous n'enseignons pas le civisme, il est important que l'esprit civique se développe pour qu'il y ait moins d'anarchie dans le pays et que les gens respectent la loi ». © ledjely.com

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « Les auteurs et commanditaires des violences

politiques vont être face aux faits, l'indemnisation des victimes va être réalisée [ ] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Aboubacar Sylla, président du parti UFC (parti d'opposition) et porte-parole de l'opposition au sorti d'une réunion au ministère de l'administration sur les accords du 12 octobre 2016

« L'application de ces accords va permettre à notre pays de faire une avancée significative en matière d'élections. Cela nous permettra d'aller à une élection qui ne sera pas désormais une source de violence et d'améliorer la gouvernance du pays ».

«Les auteurs et commanditaires des violences politiques vont être face aux faits, l'indemnisation des victimes va être réalisée. Et d'autre part, l'administration sera neutre dans notre pays. Ce qui sera totalement nouveau, notamment, sur l'accès libre et équitable des médias du service public ». ©Vision Guinee

Dansa Kourouma, président du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSC-G)

«Au lieu d'aller crier dans les médias, nous allons faire des propositions concrètes. Parce que la loi nous permet de saisir les institutions compétentes pour que les préoccupations des citoyens soient prises en compte nonobstant tout intérêt politique parce que ce n'est pas ce qui nous intéresse ». ©Guinéenews

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [ ] je voulais féliciter, le président de la République, le Pr Alpha Condé, pour son engagement personnel à veiller au respect strict des décisions

de ce dialogue [ ]» Fodé Oussou Fofana

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Souleymane Traoré, directeur général du Fonds d'Entretien Routier (FER)

« Le coût de la réhabilitation du réseau routier de la capitale se chiffre à 220 milliards de francs guinéens alors que pour l'ensemble du pays, il s'élève à mille milliards de nos francs ». Il précise que le réseau routier guinéen est dégradé à 60%» © Guinéenews (20/10/2016)

Aboubacar Sylla, président de l'UFC, porte-parole de l'opposition

« Il n'y a eu aucune violation de la loi en ce qui concerne ces accords politique. C'est lorsque le code électoral [révisé] va être adopté que les élections locales vont se tenir selon les dispositions de ce code. Donc on ne peut pas parler de violation alors que la loi électorale est en cours de révision » © Visionguinee.info (21/10/2016)

Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG

« Du haut de cette tribune, je voulais féliciter, le président de la République, le Pr Alpha Condé, pour son engagement personnel à veiller au respect strict des décisions de ce dialogue. Je voudrais aussi féliciter le président du cadre de dialogue qui a conduit ce dialogue avec professionnalisme et qui est parvenu aujourd'hui à mettre ensemble les acteurs politiques de notre pays » © ledjely.com (12/10/2016)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Dialogue politique inter-guinéens : les débats sont relancés

écrit par GuineePolitique© | 7 août 2020

Après la cérémonie d'ouverture, Aboubacar Sylla, porte parole de l'opposition a justifié les raisons de la participation de l'opposition républicaine à la présente session du dialogue.

Le tête-à-tête Alpha-Cellou aura-t-il pesé dans la balance ? «Non au contraire, c'est parce que nous sommes sortis de ce climat de confrontation de la mouvance et l'opposition. On s'est dit que c'est le moment le mieux indiqué, pour discuter tranquillement autour d'une table… ». Pour le ministre Bouréma Condé « le cadre de dialogue inclusif demeure l'espace approprié pour débattre de toutes les questions préjudicielles, afin de nous permettre de formules des approches ou stratégies de réponses consensuelles devant mener à l'adhésion et à la compréhension commune ».

Informations retranscrites par Mame Diallo de Guineenews (Tous droits réservés)

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com